

Resolução n° 37/V/96

de 30 de Dezembro

A Assembleia Nacional vota no uso da faculdade conferida pela alínea a) do artigo 190° da Constituição a seguinte Resolução:

Artigo 1°

É aprovada para ratificação, as Emendas à Convenção de 29 de Março de 1985 que cria a Comissão Sub-Regional das Pescas, 1993, cujo texto em francês e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante do presente Diploma.

Artigo 2°

Esta Resolução entra imediatamente em vigor e as referidas emendas à Convenção produzirão efeitos de conformidade com o que nelas se estipula.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

Amendement a la Convention du 29 mars 1985

Article premier

Les articles 1, 5, 6, 7, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 21 et 25 de la Convention du 29 mars 1985 portant création d'une Commission Sous-Régionale des Pêches sont modifiés comme suit:

Article premier: Il est créé une Commission sous-régionale des Pêches (C.R.S.P.) regroupant le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, La Mauritanie et le Sénégal. La Commission est dotée de la personnalité juridique et a la capacité d'ester en justice.

La Commission jouit sur les territoires des Etats membres des privilèges et immunités définies à l'annexe I de la présente convention.

Article 5: La Conférence des Ministres chargés des Pêches des Etats membres est l'instance suprême de la Commission.

Elle a pour mandat de définir les objectifs de la coopération sous-régionale et de se prononcer sur toute question relative à la préservation et à l'exploitation des ressources halieutiques de la sous-région.

Toutefois, son action d'harmonisation en la matière doit tenir compte des politiques nationales de pêche des Etats membres.

Article 6: La présidence de la Conférence des Ministres est assurée à tour de rôle pour une durée de deux (2) ans par chacun des Ministres chargés des Pêches et suivant l'ordre alphabétique des Etats membres.

Entre deux sessions le Président de la Conférence des Ministres représente celle-ci et veille à l'application de ses directives.

Article 7: La Conférence des Ministres se réunit en session ordinaire tous les deux (2) ans et autant que de besoin en sessions extraordinaires.

La session ordinaire est convoquée par le Président de la Conférence des Ministres pour les dates proposées par l'Etat devant abriter ladite session.

Les sessions extraordinaires sont convoquées par le Président de la Conférence des Ministres soit sur sa propre initiative soit à la demande de la majorité des Etats membres.

Articles 9: Le Comité de Coordination est l'organe technique consultatif de la Conférence des Ministres.

Il est composé des Directeurs des Pêches ou de tout autre Expert désigné par les Etats membres.

Il a pour mandat:

- de collaborer avec le Secrétaire Permanent surtout en ce qui concerne l'organisation des réunions et l'application des décisions de la Conférence des Ministres;
- de formuler des recommandations à la Conférence des Ministres sur les questions à examiner.

Article 12. La structure permanente, organe d'exécution de la Commission, est le Secrétariat Permanent dirigé par un Secrétaire Permanent.

Sur proposition des Etats membres, la Conférence des Ministres décide de la nomination du Secrétaire Permanent pour une période de quatre (04) ans renouvelable une (01) fois.

La prise en charge du Secrétariat Permanent est assurée par les cotisations des Etats membres selon un barème défini par décision de la Conférence des Ministres, laquelle décision fait partie intégrante de la Convention.

Article 13

Le Secrétariat Permanent sous l'autorité du Président de la conférence des Ministres est chargé :

d'exécuter les décisions de la la Conférence des Ministres;

d'organiser les réunions programmées;

de maintenir les liaisons régulières avec les Etats membre par l'intermédiaire des membres du Comité de Coordination;

- de préparer les documents sur les mesures d'aménagement qu'il convient de prendre dans l'intérêt de la Sous-Région.
- d'élaborer, en rapport avec les services de recherche des programmes conjoints de recherche à soumettre à l'étude et au financement des bailleurs de fonds;
- de nommer le personnel du Secrétariat Permanent conformément au statut du personnel adopté par la Conférence des Ministres;
- de soumettre le projet de budget de la Commission à la Conférence des Ministres;
- d'exécuter le budget tel qu'adopté par la Conférence des Ministres et de rendre compte à la Conférence de l'exécution dudit budget;
- de représenter la Commission vis-à-vis des tiers.
- de présenter un rapport d'activités à la Conférence

Article 14: Le Secrétaire Permanent, après avis favorable du Président de la Conférence des Ministres, organise des réunions techniques autant que le besoin.

Ces réunions, qui peuvent se tenir dans tout Etat membre, ont pour but l'examen des questions scientifiques, techniques, juridiques et économiques ou d'autres sujets particuliers se rapportant au programme de coopération adopté par la Conférence des Ministres. Elles sont ouvertes aux experts des Etats Membres et autres personnalités invitées par le Secrétaire Permanent.

Article 15: Le Secrétaire Permanent est responsable devant la Conférence des Ministres à laquelle il rend compte des activités du Secrétariat. Entre deux sessions, il est placé sous l'autorité du Président de la Conférence des Ministres.

Article 16: Les frais engagés par les participants du fait de leur présence aux réunions de la Conférence des Ministres, du comité de Coordination et aux réunions techniques sont à la charge de leurs gouvernements ou organisations respectifs.

Les frais engagés pour organiser sur son territoire une réunion de la Conférence des Ministres, du Comité de Coordination ou des réunions techniques sont à la charge du pays d'accueil.

Les ressources financières de la Commission comprennent outre les contributions des Etats mentionnées à l'article 12 paragraphe 3 ci-dessus, les subventions des Etats ou des organismes internationaux, les dons, legs et autres ressources compatibles avec les objectifs de la Commission.

Article 18: Pour la réalisation des objectifs de la Commission, le Secrétaire Permanent peut coopérer, autant que besoin, avec les organismes nationaux et internationaux ayant des objectifs similaires, pour as-

surer une collaboration et une coordination efficaces des actions programmées, à charge pour lui de rendre compte à la Conférence des Ministres.

Article 19: Le Secrétaire Permanent peut également inviter tout organisme international approprié à envoyer des experts ou des observateurs aux réunions de la Commission.

Article 21: Tout Etat membre qui désire se retirer de la Commission le notifie par écrit au Président de la Conférence des Ministres qui en informe immédiatement les autres Etats membres.

La présente Convention cesse de s'appliquer à cet Etat dans un délai de six (6) mois à partir de la date de notification, sans préjudice des obligations notamment financières résultant d'engagements antérieurs.

Le retrait d'un Etat membre n'entraîne pas la dissolution de la Commission.

En cas de retrait de l'Etat assumant la présidence de la Conférence des Ministres, la présidence est assumée par l'Etat devant organiser la session ordinaire suivante de la Conférence des Ministres.

Article 25: La présente convention sera soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès de l'Etat siège, qui en informe les autres Etats membres.

Les Etats membres élaborent et adoptent des protocoles additionnels prescrivant notamment des mesures, des procédures et des normes visant à préciser et à renforcer les modalités de mise en oeuvre des dispositions de la présente convention.

Article 2

Le présent amendement entre en vigueur après dépôt des instruments de ratification par les Etats membres.

Fait à Praia, République du Cap Vert, le 14 Juillet 1993, en langues anglaise, arabe, française et portugaise, les quatre (4) textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Cap-Vert, Madame Maria Helena Nobre de Moraes Q. Semedo.

Pour le Gouvernement de la République de Guinée, Monsieur Ibrahima Sory Sow.

Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, *ilégible*.

Pour le Gouvernement de la République de Gambie, Monsieur Sajo Touray.

Pour le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, Eduardo Fernandes.

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal, *ilégible*.

ANNEXE I

Privileges et immunités de la Commission Sous-Régionale des Pêches.

Les immunités et privilèges dont bénéficier la commission Sous-Régionale des Pêches sur les territoires des Etats membres sont définies dans la précisée annexe nexe à la Convention du 29 mars 1985 créant la Commission Sous-Régionale des Pêches.

Article Premier: La commission jouit sur le territoire Etats membres des privilèges et immunités nécessaires à son fonctionnement sauf renonciation expresse de sa part.

Titre Premier: Des biens de la Commission

Article 2: Le siège et les autres locaux de la commission sont inviolables: ses biens et avoirs sont exempts de réquisition, confiscation, expropriation ou toute autre contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

Article 3: Le siège est sous le contrôle du Secrétaire Permanent de la commission.

Les fonctionnaires au agents du gouvernement du pays hôte, qu'ils soient administratifs, judiciaires, militaires ou de police ne pourront pénétrer au siège pour y exercer leurs fonctions officielles qu'avec le consentement du Secrétaire Permanent et aux conditions définies par celui-ci.

Toutefois, le Secrétaire Permanent doit empêcher que le siège ne serve de refuge aux personnes:

- poursuivies pour flagrant délit;
- recherchées pour l'exécution d'une décision de justice, d'un arrêté d'expulsion ou tentant de se soustraire à la signification d'un acte de procédure judiciaire.

Article 4: Le Gouvernement du pays hôte veille à la tranquillité et à la sécurité du siège.

A la demande du Secrétaire Permanent, le Gouvernement du pays hôte veille au maintien de l'ordre au siège et fait expulser, selon les instructions du Secrétaire Permanent, toute personne que celui-ci jugerait indésirable.

Article 5: La commission jouit, pour ses communications officielles, d'un traitement aussi favorable que celui que Etats membres accordent à toute organisation inter-étatique.

La correspondance officielle et les autres communications de la commission ne peuvent être censurées; ceci s'applique, sans que cette énumération soit exhaustive, aux publications, documents, photographies et aux enregistrements, audio-visuels destinés à l'usage officiel de la Commission.

Article 6: La Commission est exonérée de tous droits, impôts et taxes et de toutes prohibitions et restrictions d'importation, d'exportation à l'égard des objets importés par elle pour son usage officiel. Toutefois les objets ainsi importés en franchise ne pourront être vendus sur le territoire des Etats membres qu'en accord avec l'Etat sur le territoire duquel se fait la vente.

Le Gouvernement s'engage à faciliter l'entrée en franchise des objets destinés à l'usage officiel de la Commission.

Article 7: La Commission a le droit d'utiliser pour ses besoins officiels les moyens de transport des Gouvernements des Etats membres aux mêmes conditions que les missions diplomatiques permanentes.

Article 8: Un protocole additionnel doit intervenir entre les Etats membres pour définir avec précision les conditions d'exécution et d'exploitation de tout ouvrage d'intérêt commun ainsi que les obligations réciproques des Etats-membres.

Titre II: des immunités et privilèges des fonctionnaires, agents et experts de la commission

Article 9: Les fonctionnaires, agents et experts de la Commission pouvant bénéficier des immunités et privilèges ci-dessous font l'objet d'une liste qui est transmise régulièrement par le Secrétaire Permanent au Ministère Chargé des relations extérieures de l'Etat concerné. Les fonctionnaires, agents et experts agréés sont munis d'une pièce d'identité spéciale délivrée par ledit Ministère.

Article 10: Les fonctionnaires, agents et experts de la Commission bénéficient des privilèges et immunités reconnus à l'Article V section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations-Unies du 13 Février 1946.

Article 11: Les représentants des Etats membres de la Commission bénéficient des privilèges et immunités reconnus à l'Article V section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations-Unies du 13 Février 1946.

Article 12: Les privilèges et immunités reconnus dans la présente annexe sont accordés dans l'intérêt de la Commission et non à l'immunité de tout fonctionnaire, agent ou expert, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de la justice et peut être levée sans porter atteinte aux intérêts de la commission.

Dans les mêmes conditions, l'immunité du Secrétaire Permanent est levée par la Conférence des Ministres convoquée en session extraordinaire, ou au besoin par consultation à domicile.

La Commission collabore en tout temps avec les autorités compétentes des Etats membre en vue de faciliter une bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourrait donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans la présente annexe.

Article 13: Les experts étrangers rattachés à la commission au titre d'une assistance technique jouissent sur le territoire des Etats membres des mêmes immunités, privilèges et facilités que ceux reconnus aux fonctionnaires et agents de la Commission.

Article 14: Outre les privilèges et immunités prévus aux articles précédents, le Secrétaire Permanent, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne son conjoint et ses enfants mineurs, jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux représentants diplomatiques.

Titre III - clauses finales

Article 15: Les dispositions de la présente annexe sont interprétées compte tenu de son objet, qui est de permettre à la commission d'assurer pleinement et efficacement ses fonctions et d'atteindre ses objectifs.

Article 16: Le Secrétaire Permanent peut conclure avec plusieurs Etats membres des accords additionnels menaçant, en qui concerne ce (ces) Etat(s) les dispositions ci-dessus.

Les accords additionnels seront, dans chaque cas, soumis à l'approbation de la Conférence des Ministres.

Article 17: Tout autres pays de la sous-régio qui adhère à la Commission conformément à l'article 17 de la Convention du 29 mars 1985 portant création de la commission Sous-Régionale des Pêches, est soumis aux dispositions de la présente annexe.

Annexe II

Cle de repartition des cotisations pour le budget du Secretariat Permanent de la C.S.R.P.

Pays	Pourcentage
CapVert.....	13,30
Gambie.....	13,30
Guinee.....	20,00
Guinee-Bissau.....	13,40
Mauritanie.....	20,00
Senegal.....	20,00
Total.....	100,00

COMISSÃO SUB-REGIONAL DAS PESCAS

EMENDAS A CONVENÇÃO DE 29 DE MARÇO DE 1985 VISANDO A CRIAÇÃO DA COMISSÃO SUB-REGIONAL DAS PESCAS

Artigo 1º

Os artigos 1º, 5º, 6º, 7º, 9º, 12º, 13º, 14º, 15º, 16º, 17º, 18º, 19º, 21º e 25º da Convenção de 29 de Março de 1985 visando a criação de uma Comissão Sub-Regional das Pescas foram modificados como se segue:

Artigo Primeiro: É criada uma Comissão sub regional das Pescas (CRSP) que reagrupa Cabo Verde, a Gâmbia, a Guiné, a Guiné-Bissau, a Mauritânia e o Senegal. A Comissão é dotada de personalidade jurídica e capacidade de interpor uma acção judicial.

A Comissão goza nos territórios dos Estados membros de privilégios e imunidades definidas no anexo I da presente convenção.

Artigo 5º: A Conferência dos Ministros responsáveis pelas Pescas dos Estados membros é a instância máxima da Comissão.

Ela tem por mandato definir os objectivos da cooperação sub-regional e se pronunciar sobre qualquer questão relativa à preservação e à exploração dos recursos haliêuticos da sub-região.

Todavia, a sua acção de harmonização na matéria deve levar em conta as políticas nacionais de pesca dos Estados membros.

Artigo 6º: A presidência da Conferência dos Ministros é assegurada de dois em dois anos por cada um dos Ministros responsáveis das pescas e seguindo a ordem alfabética dos Estados membros

Entre duas sessões, o Presidente da Conferência dos Ministros representa a mesma e zela pela aplicação das suas directivas.

Artigo 7º: A Conferência dos Ministros reúne-se ordinariamente de dois (2) em dois anos e extraordinariamente sempre que necessário.

A sessão ordinária é convocada pelo Presidente da Conferência dos Ministros para as datas propostas pelo Estado que deve acolher a referida sessão.

As sessões extraordinárias são convocadas pelo Presidente da Conferência dos Ministros, quer por iniciativa própria ou a pedido da maioria dos Estados membros.

Artigo 9º: O Comité de Coordenação é o órgão técnico consultivo da Conferência dos Ministros.

É composto pelos Directores das Pescas ou de qualquer outro perito designado pelos Estados membros.

Tem por mandato:

- colaborar com o Secretário Permanente sobretudo no que diz respeito à organização das reuniões e a aplicação das decisões da Conferência dos Ministros.

formular as recomendações na Conferência dos Ministros sobre as questões a examinar.

Artigo 12º: A estrutura permanente, órgão de execução da Comissão, é o Secretariado Permanente dirigido por um Secretário Permanente.

Sob proposta dos Estados membros, a Conferência dos Ministros decide da nomeação do Secretário Permanente por um período de quatro (4) anos renováveis uma (1) vez

Os custos do funcionamento do Secretariado Permanente são assegurados através das cotizações dos Estados membros segundo uma tabela definida por decisão da Conferência dos Ministros, decisão essa que faz parte integrante da Convenção.

Artigo 13º: O Secretariado Permanente, sob a autoridade do Presidente da Conferência dos Ministros, está encarregado de:

- executar as decisões da Conferência dos Ministros;
- organizar as reuniões programadas;
- manter as comunicações regulares com os Estados membros por intermédio dos membros do Comité de Coordenação;
- preparar os documentos sobre as medidas convenientes de gestão no interesse da sub-região.
- elaborar, com os serviços de investigação os programas conjuntos de pesquisa a serem submetidos ao estudo e financiamento dos doadores.

- nomear o pessoal do Secretariado Permanente em conformidade com o estatuto do pessoal adoptado pela Conferência dos Ministros;
- submeter o projecto de orçamento da Comissão, à Conferência dos Ministros;
- executar o orçamento adoptado pela Conferência dos Ministros e prestar contas à Conferência sobre a execução do referido orçamento;
- representar a Comissão perante terceiros;
- apresentar um relatório das actividades à Conferência.

Artigo 14º: O Secretariado Permanente, depois do parecer favorável do Residente da Conferência dos Ministros, organiza tantas reuniões técnicas quantas forem necessárias.

Estas reuniões, que podem ser feitas em qualquer Estado membro, tem por objectivo o exame das questões científicas, técnicas jurídicas e económicas ou outras questões particulares que dizem respeito ao programa de cooperação adoptada pela Conferência dos Ministros. Elas são abertas aos peritos dos Estados Membros e outras personalidades convidados pelo Secretariado Permanente.

Artigo 15º: O Secretário Permanente é responsável perante a Conferência dos Ministros a qual presta contas das actividades do Secretariado. Entre as duas sessões ele depende do Presidente da Conferência dos Ministros.

Artigo 16º: As despesas engajadas pelos participantes devido à sua presença nas reuniões da Conferência dos Ministros, do Comité de Coordenação e às reuniões técnicas ficarão a cargo dos governos ou organizações respectivos.

As despesas engajadas para organizar no seu território uma reunião da Conferência dos Ministros, do Comité de Coordenação ou reuniões técnicas, ficarão a cargo do país de acolhimento.

Os recursos financeiros da Comissão incluem para além das contribuições dos Estados referidos no artigo 12º, parágrafo 3, as subvenções dos Estados ou dos organismos internacionais, os dons, doações e outros recursos compatíveis com os objectivos da Comissão.

Artigo 18º: Para a realização dos objectivos da Comissão, o Secretário Permanente pode cooperar, sempre que necessário, com os organismos nacionais e internacionais que possuam objectivos similares, afim de assegurar uma colaboração e uma coordenação eficazes das acções programadas, ficando a seu cargo a justificação das mesmas à Conferência dos Ministros.

Artigo 19º: O Secretário Permanente pode igualmente convidar qualquer organismo internacional apropriado para enviar técnicos ou observadores às reuniões da comissão.

Artigo 21º: Qualquer Estado membro que deseje retirar-se da Comissão, deve notificá-lo por escrito ao Presidente da Conferência dos Ministros que informará imediatamente os outros membros.

A presente Convenção deixa de ser aplicada a este Estado num prazo de seis (6) meses a contar da data de notificação, sem prejuízo das obrigações, nomeadamente financeiras que resultam de anteriores engagements.

A saída de um Estado membro não implica a dissolução da Comissão.

No caso da saída de um Estado que assume a presidência da Conferência dos Ministros, a presidência será assumida pelo Estado que deve organizar a sessão ordinária seguinte da Conferência dos Ministros.

Artigo 25º: A presente convenção será submetida à ratificação dos Estados signatários em conformidade com os seus processos constitucionais respectivos. Os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Estado sede, que informará os outros Estados membros.

Os Estados membros elaboram e adoptam os protocolos adicionais que prescrevem nomeadamente as medidas os procedimentos e as normas que visam precisar e reforçar as modalidades de aplicação das disposições da presente convenção.

Artigo 2º

A presente emenda entra em vigor depois da entrega dos instrumentos da ratificação pelos Estados membros.

Feito na Praia, República de Cabo Verde, a 14 de Julho de 1993, em língua inglesa árabe, francesa e portuguesa, os quatro (4) textos merecem igualmente crédito.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Maria Helena M. Semedo*.

Pelo Governo da República da Guiné, *Ibrahima Sory Sow*.

Pelo Governo da República da Gambia, *Sajo Touray*.

Pelo Governo da República da Guiné Bissau, *Eduardo Fernandes*.

ANEXO I

Privilégios e imunidades da Comissão Sub-Regional das Pescas

As imunidades e privilégios de que beneficia a Comissão Sub-Regional das Pescas nos territórios dos Estados membros são definidos no presente anexo a Convenção de 23 de Março de 1985, criando a Comissão Sub-Regional das Pescas.

Artigo primeiro: A Comissão goza no território dos Estados membros dos privilégios e imunidades necessários ao seu funcionamento salvo renúncia expressa da sua parte.

Título I

Dos bens da comissão

Artigo 2º

A sede e os outros locais da comissão são invioláveis; es seus bens e haveres estão isentos de requisição, confiscação, expropriação ou qualquer outra coação administrativa, judicial ou legislativa.

Artigo 3º

A sede está sob o controlo do Secretário Permanente da comissão.

Os funcionarios ou agentes do governo pais hospede, sejam eles administrativos, judiciários, militares ou da policia não poderão penetrar na sede afim de si exercerem as suas funções oficiais senão com o consentimento do Secretário Permanente e nas condições definidas por este.

Todavia, o Secretário permanente deve impedir que a sede sirva de refúgio às pessoas:

— Perseguidas por flagrante delito,

— Procuradas devido à execução de uma decisão de justiça, de um mandato de expulsão ou que tentam subtrair-se à notificação de um acto de processo judicial.

Artigo 4º

O Governo do país de acolhimento zela pela tranquilidade e pela segurança da sede.

A pedido do Secretário Permanente, o Governo do país de acolhimento zela pela manutenção da ordem na sede e faz expulsar, segundo as instruções do Secretário Permanente, qualquer pessoa que este julgar indesejável.

Artigo 5º

A Comissão goza, pelas suas comunicações oficiais, de um tratamento favorável igual ao que os Estados membros concedem a qualquer organização interestadual.

A correspondência oficial e as outras comunicações da comissão não podem ser censuradas; isto aplica-se, sem que esta enumeração seja exaustiva, às publicações, documentos, fotografias e aos registos audiovisuais destinados ao uso oficial da Comissão.

Artigo 6º

A Comissão está isenta de todos os direitos, impostos e taxas e de quaisquer proibições e restrições de importação, de exportação relativamente aos objectos importados por ela para seu uso oficial. Todavia os objectos assim importados em franquia não poderão ser vendidos no território dos Estados membros a não ser com o acordo do Estado no território do qual se fez a venda.

O Governo enuncia-se a facilitar a entrada com franquia dos objectos destinados ao uso oficial da Comissão.

Artigo 7º

A Comissão tem o direito de utilizar, para as suas necessidades oficiais, os meios de transporte dos Governos dos Estados membros nas mesmas condições das missões diplomáticas permanentes.

Artigo 8º

Um protocolo adicional deve intervir entre os Estados membros afim de definir com precisão as condições de execução e de exploração de qualquer obra de interesse comum assim como as obrigações recíprocas dos Estados membros.

Título II

Das imunidades e privilégios dos funcionários agentes e técnicos da comissão

Artigo 9º

Os funcionarios, agentes e técnicos da Comissão podem beneficiar das imunidades e privilégios abaixo citados desde que figurem numa lista que é transmitida regularmente pelo Secretário Permanente ao Ministério encarregado das relações externas do respectivo Estado. Os funcionarios, agentes e técnicos autorizados estarão munidos de uma peça de identidade especial emitida pelo respectivo Ministério.

Artigo 10º

Os funcionarios, agentes e técnicos da Comissão beneficiam dos privilégios e imunidades reconhecidos pelo Artigo V, secção 11 da Convenção sobre os privilégios e imunidades das Nações Unidas de 13 de Fevereiro de 1984.

Artigo 11º

Os representantes dos Estados membros da Comissão beneficiam dos privilégios e imunidades reconhecidos no Artigo V, secção 11 da Convenção sobre os privilégios e imunidades das Nações Unidas de 13 de Fevereiro de 1946.

Artigo 12º

Os privilégios e imunidades reconhecidos no presente anexo foram acordados no interesse da Comissão e não para beneficio pessoal dos interessados. O Secretário Permanente levanta a imunidade de qualquer funcionario, agente ou técnico, em todos os casos onde, segundo a sua opinião, esta imunidade poderia entrar em acção da justiça e pode ser levantada sem prejudicar os interesses da comissão.

Nas mesmas condições, a imunidade do Secretário Permanente é levantada pela Conferencia dos Ministros convocada em sessão extraordinária, ou se necessário por consulta em domicilio.

a comissão colabora sempre com as autoridades competentes dos Estados membros com vista a facilitar uma boa administração da justiça e a assegurar a observância dos regulamentos de policia e a evitar qualquer abuso que poderá por em causa privilegios, imunidades e facilidades enumerados no presente anexo.

Artigo 13º

Os técnicos estrangeiros ligados à comissão a título de uma assistência técnica gozam no território dos Estados membros das mesmas imunidades, privilégios e facilidades, que são reconhecidos aos funcionários e agentes da Comissão.

Artigo 14º

Além dos privilégios e imunidades previstos nos precedentes artigos, o Secretário Permanente, tanto no que lhe diz respeito como no que concerne ao seu cônjuge e filhos menores, gozarão dos privilégios, imunidades, isenções e facilidades concedidas, em conformidade com o direito internacional, aos representantes diplomáticos.

Título III

Clausulas finais

Artigo 15º

As disposições do presente anexo são interpretadas, tendo em conta o seu objectivo, que é o de permitir à comissão de assegurar plena e eficazmente as suas funções e de atingir os seus objetivos.

Artigo 16º

O Secretário Permanente pode concluir com vários Estados membros acordos adicionais, observando as disposições acima estabelecidas.

Os acordos adicionais serão, em cada caso, submetidos à aprovação da Conferência dos Ministros.

Artigo 17º: Qualquer outro país da sub-região que adira à Comissão em conformidade com o artigo 17º da Convenção de 29 de Março de 1985 que cria a Comissão Sub Regional das Pescas, é submetido às disposições do presente anexo.

ANEXO II

Percentagem das cotizações para o orçamento do Secretariado Permanente da C.S.R.P.

País	Percentagem
Cabo Verde	13,30
Gambia	13,30
Guiné	20,00
Guiné-Bissau	13,40
Mauritania	20,00
Senegal	20,00
Total	100,00

